

Lettre commune : Musk nous tient en otage sur un site rempli de porno deepfake illégal, nous devons créer dès maintenant un réseau social européen

Bruxelles, le 19 janvier 2026

Chère Présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen,

Assez, c'est assez. Le scandale Grok qui secoue actuellement le réseau X, avec la publication d'une vague d'images pédopornographiques et de violences sexuelles contre des femmes, est une honte. Comme vous l'avez dit, « c'est un comportement inconcevable », et il est inconcevable que nous ne réagissions pas.

Des millions de citoyens européens sont coincés sur X, car il n'existe aucune alternative claire et aucun moyen simple pour les utilisateurs de transférer leurs données et les connexions qu'ils ont établies sur cette plateforme.

Le moment est venu de soutenir les alternatives européennes aux plateformes de réseaux sociaux dominantes. La Commission européenne et les gouvernements européens peuvent soutenir ce développement en finançant des initiatives privées qui encouragent l'innovation européenne dans le domaine des réseaux sociaux. Nous devons également veiller à ce que les Européens disposent de droits de portabilité qui ne constituent pas un fardeau pour eux, mais pour les gardiens, afin qu'ils puissent facilement transférer leur contenu et leurs données vers une autre plateforme et ne soient plus jamais enfermés dans une seule plateforme et vulnérables aux préjudices.

La Commission européenne et les pays européens doivent également mener des enquêtes approfondies et faire respecter notre législation, y compris les lois pénales qui ont été violées. La création d'images pédopornographiques est un crime. Dans de nombreuses juridictions, la publication d'images à caractère sexuel violent, telles que celles qui prolifèrent sur X, est également un crime ⁽¹⁾. Mettre entre les mains des utilisateurs un outil leur permettant de représenter des femmes nues contre leur gré constitue un risque systémique de violence sexiste.

X n'est plus un outil ouvert et équilibré pour la communication politique ou le journalisme depuis [les changements d'algorithmes](#) intervenus à la suite du rachat par Elon Musk. Ce n'est pas une « place publique » : cela ressemble désormais à un site web de pornographie deepfake et à un système de diffusion à sens unique pour Musk lui-même. La Commission européenne et les gouvernements nationaux ne devraient pas communiquer sur une plateforme où les femmes ne peuvent pas participer au débat sans risquer de subir des violences sexuelles par le biais d'images.

¹ La directive visant à lutter contre la violence à l'égard des femmes oblige les États membres à veiller à ce que le fait de rendre accessibles au public, par le biais des technologies de l'information et de la communication (TIC), des images, des vidéos ou tout autre matériel similaire représentant des activités sexuellement explicites ou les parties intimes d'une personne, sans le consentement de cette dernière, soit puni comme une infraction pénale, lorsque ce comportement est susceptible de causer un préjudice grave à cette personne. Nous sommes convaincus que toutes les femmes actuellement concernées confirmeront la gravité du préjudice subi.

Les réseaux sociaux sont devenus un lieu central de débat et de communication publique dans nos sociétés. Notre sécurité nationale et la santé de notre démocratie dépendent de la capacité des citoyens à accéder et à participer à un débat ouvert et inclusif, sans être exposés à l'exploitation sexuelle. Nous pouvons aider les Européens à créer et à rejoindre des alternatives qui peuvent remplir correctement cette fonction.

Signé,

Alexandra Geese (Verts/ALE) Veronika
Cifrová Ostrihoňová (Renew)

Dainius Žalimas (Renew)
Nathalie Loiseau (Renew)
Fabienne Keller (Renew)
Lubica Karvašová (Renew)
Michal Wiezik (Renew) Martin
Hojsík (Renew)
Raquel García Hermida-van der Walle (Renew) Lucia
Yar (Renew)
Maria Walsh (PPE)
Helmut Brandstätter
(Renouveler) Anna Stürgkh
(Renouveler) Charles Goerens
(Renouveler)
Anna-Maja Henriksson (Renouveler)
Rima Hassan (La Gauche)
Reinier Willers (Verts/ALE) Saskia
Bricmont (Verts/ALE) Emma Rafowicz
(S&D)
Virginijus Sinkevičius (Verts/ALE) Mario
Furore (La Gauche)
Katrín Langensiepen (Verts/ALE)
Benedetta Scuderi (Verts/ALE) Martin
Schirdewan (La Gauche) Marketa
Gregorova (Verts/ALE) Catarina
Martins (La Gauche)
Ana Miranda (Verts/ALE) Anna
Cavazzini (Verts/ALE) Fernando
Barrena (La Gauche) Anna
Strolenberg (Verts/ALE) Sara
Matthieu (Verts/ALE) Jaume Asens
(Verts/ALE) David Cormand
(Verts/ALE) Cristina Guarda
(Verts/ALE) Melissa Camara
(Verts/ALE) Matthias Ecke (S&D)
Vicent Marzà Ibàñez (Verts/ALE)
Majdouline Sbaï (Verts/ALE)



European
Parliament

Joanna Scheuring-Wielgus (S&D)
Lena Schilling (Verts/ALE) Brando
Benifei (S&D)
Thomas Waitz (Verts/ALE)
Pierre Jouvét (S&D)
Vladimir Prebilič (Verts/ALE) François
Kalfon (S&D)
Kim van Sparrentak (Verts/ALE) Marie
Toussaint (Verts/ALE) Nicolae
Ștefănuță (Verts/ALE) Damien Carême
(La Gauche)
Daniel Freund (Verts/ALE) Elena
Sancho Murillo (S&D) Hannah
Neumann (Verts/ALE) Diana Riber i
Giner (Verts/ALE) Damian
Boeselager (Verts/ALE)